



ACCUSE DE RECEPTION EN DATE DU 06/01/2021

Votre annonce n°21-371 est maintenant prise en compte par la Direction de l'information légale et administrative.

Un accusé réception vous sera envoyé par courriel pour confirmation de sa transmission ce jour à l'OPOCE.

Attention :

Cette annonce n'est plus modifiable.

Toute demande de correction ou d'annulation devra faire l'objet d'un avis rectificatif ou d'annulation après publication au BOAMP et au JOUE.

Les éventuelles corrections effectuées par le JOUE sur votre annonce avant publication ne pourront pas être prises en compte par le BOAMP. Dans ce cas, ces corrections devront faire l'objet d'un avis rectificatif publié au BOAMP.



Attention cet aperçu ne reflète que votre saisie et n'est accessible qu'à partir de ce porte feuille.

Dès publication de cet avis sur le site BOAMP.fr et/ou au JOUE, il vous appartient de vérifier si l'avis officiel diffusé correspond bien à la saisie ci-dessous (adresse du site de diffusion des annonces : <http://www.boamp.fr>).

En cas de non conformité, il vous appartient de publier un avis rectificatif de l'avis initial dans les délais réglementaires.

> [Contact client](#)

J21 Services sociaux ou spécifiques, marchés publics appel d'offre stand. Dir24

Département(s) de publication : **75, 93**

Annonce No **21-371**

I. II. III. IV. VI.

SERVICES SOCIAUX ET AUTRES SERVICES SPÉCIFIQUES - MARCHÉS PUBLICS

Directive 2014/24/UE

Avis de marché

SECTION I : POUVOIR ADJUDICATEURI.1) **NOM ET ADRESSES**

OPPIC, 30 rue chateau des rentiers, 75013, Paris, F, Téléphone : (+33) 01 44 97 78 00, Courriel : departement.marches@oppic.fr, Code NUTS : FR1

Adresse(s) internet :

Adresse principale : <http://www.oppic.fr>

Adresse du profil acheteur : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

I.2) **PROCÉDURE CONJOINTE**I.3) **COMMUNICATION**

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

le ou les point(s) de contact susmentionné(s)

Les offres ou les demandes de participation doivent être envoyées :

par voie électronique à l'adresse : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

I.4) **TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR**

Organisme de droit public

I.5) **ACTIVITÉ PRINCIPALE**

Loisirs, culture et religion

SECTION II : OBJETII.1) **ÉTENDUE DU MARCHÉ**

II.1.1) **Intitulé** : Mission de conseil, d'assistance et de représentation juridique - AN Pierrefitte.

Numéro de référence :

II.1.2) **Code CPV principal** :

Descripteur principal : 79100000

Descripteur supplémentaire :

II.1.3) **Type de marché**

Services

II.1.4) **Description succincte** : Accord cadre mono attributaire passé selon une consultation lancée en marché à procédure adaptée, en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1, R. 2123-4 à R. 2123-6 du Code de la commande publique. L'accord cadre concerne une mission de conseil, d'assistance et de représentation, dans le cadre de l'extension du centre des Archives nationales de Pierrefitte-Sur-Seine. L'accord-cadre est sans montant minimum annuel, et montant maximum de 750 000euros (H.T.) sur la globalité de sa durée. Il s'exécute au fur et à mesure de la survenance du besoin, pour une Partie forfaitaire et pour partie par l'émission de bons de commande

II.1.6) **Information sur les lots** :

Ce marché est divisé en lots : non

II.1.7) **Valeur totale du marché** :

Valeur hors TVA

ou

Offre la plus basse : / Offre la plus élevée : prise en considération (Hors TVA)

Mots descripteurs : Assistance juridique

SECTION II : DESCRIPTION**OBJET : Mission de conseil, d'assistance et de représentation juridique - AN Pierrefitte.****II.2) DESCRIPTION****II.2.1) Intitulé :**

Lot n° :

II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)

Code CPV principal : 79111000

Descripteur supplémentaire :

Code CPV principal : 79100000

Descripteur supplémentaire :

Code CPV principal : 79120000

Descripteur supplémentaire :

Code CPV principal : 75231000

Descripteur supplémentaire :

II.2.3) Lieu d'exécution

Code NUTS : FR1

Lieu principal d'exécution :

II.2.4) Description des prestations : le présent marché est un accord-cadre mono- attributaire au sens de l'article R2162-1 à R2162-14 du code de la commande publique. Il s'exécute avec une partie forfaitaire pour la mission M1, et par l'émission de bons de commande pour les missions M2 à M5, conformément à l'article R2162-3 du code de la commande publique. Rappel de l'objet des missions : - M1 : Mission de sécurisation des procédures relatives à l'instruction (avant leur Délivrance) des autorisations par les autorités administratives compétentes -M2 : Conseil juridique en cas de situations précontentieuses -M3 : Défense en cas de recours -M4 : Représentation en justice -M5 : Conseil - études juridiques

II.2.6) Valeur estimée

Valeur hors TVA : euros

II.2.7) Durée du contrat ou de l'accord-cadre

Durée en mois : 12

II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : non

Identification du projet :

II.2.14) Informations complémentaires : cet accord-cadre pourra être reconduit tacitement 3 fois à la date anniversaire de sa notification, pour une nouvelle période de 12 mois sans que sa durée totale n'excède 48 mois

Mots descripteurs : Assistance juridique

SECTION III : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ÉCONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE**III.1) CONDITIONS DE PARTICIPATION****III.1.4) Règles et critères objectifs de participation**

Liste et brève description des règles et critères : Sur la base des justifications remises, la liste des candidats déclarés recevables sera établie en tenant compte de la pertinence des références ainsi que des garanties professionnelles et financières présentées. - Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants - Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire Les autres documents à remettre au stade de la candidature sont mentionnés dans l'article 3.2.1 du règlement de la consultation. Par ailleurs, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un DUME (document unique de marché européen) électronique, établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type

III.1.5) Informations sur les marchés réservés :**III.2) CONDITIONS LIÉES AU MARCHÉ****III.2.1) Information relative à la profession**

La prestation est réservée à une profession déterminée

Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables : Preuve de l'inscription au barreau conformément aux articles 93 et 93-1 du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat pour assurer l'activité de représentation en justice ou tout autre preuve permettant d'assurer que le candidat dispose de compétences pour délivrer des consultations juridiques dans le domaine du droit correspondant à l'objet du contrat

III.2.2) Conditions particulières d'exécution :**III.2.3) Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché****III.2.4) Marché éligible au MPS**

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

SECTION IV : PROCÉDURE**IV.1) DESCRIPTION****IV.1.1) Forme de la procédure :**

Procédure impliquant des négociations

IV.1.3) Informations sur l'accord-cadre

Le marché implique la mise en place d'un accord-cadre

Dans le cas d'accords-cadres - justification de toute durée supérieure à 4 ans : La durée de l'accord-cadre est de 12 mois à compter de sa notification. Cet accord-cadre pourra être reconduit tacitement 3 fois à la date anniversaire de sa notification, pour une nouvelle période de 12 mois sans que sa durée totale n'excède 48 mois

IV.1.10) Identification des règles nationales applicables à la procédure :

Des informations sur les procédures nationales sont disponibles sur :

IV.1.11) Principales caractéristiques de la procédure d'attribution :**IV.2) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF****IV.2.1) Publication antérieure relative à la présente procédure**

Numéro de l'avis au JO série S :

IV.2.2) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation :

5 février 2021 - 12:00

IV.2.4) **Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation :**
français

SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

VI.2) **INFORMATIONS SUR LES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES**

VI.3) **INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

VI.4) **PROCÉDURES DE RECOURS**

VI.4.1) **Instance chargée des procédures de recours :**

Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181, Paris Cedex 4, F, Téléphone : (+33) 1 44 59 44 00, Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr, Adresse internet : <http://www.paris.tribunal-administratif.fr>

VI.4.2) **Organe chargé des procédures de médiation :**

VI.4.3) **Introduction de recours :**

VI.4.4) **Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours :**

VI.5) **DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS**

6 janvier 2021

Éléments de facturation :

Numéro du service exécutant : EP

Numéro d'engagement juridique : 2019-211

Classe de profil : Autres organismes publics

Siret : 18009208200023

Libellé de la facture : OPPIC Département administratif et financier 30 rue du Château des Rentiers CS 61336 Paris, F-75647 Paris Cedex 13.

Indexation de l'annonce :

Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation <http://www.boamp.fr> : 5 février 2021

Objet de l'avis : mission de conseil, d'assistance et de représentation juridique - an pierrefitte.

Nom de l'organisme : OPPIC

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun



ACCR3998487



> Informations légales